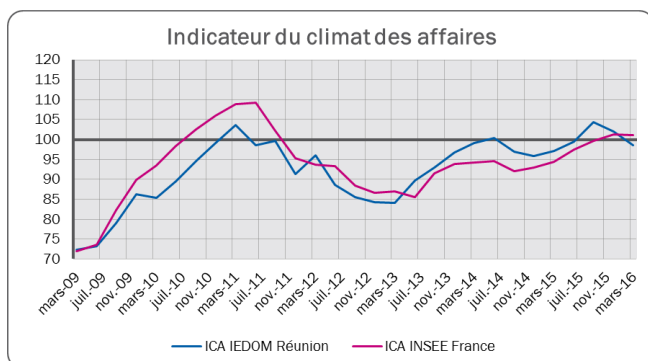


Configuration économique flatteuse mais prudente

L'économie réunionnaise garde le vent en poupe au premier trimestre 2016. La plupart des indicateurs, consommation et emploi en tête, confirment le maintien voire la croissance de l'activité. Seuls quelques voyants pourraient suggérer des nuages à l'horizon, tels que le repli de l'investissement et des effectifs intérimaires, ou l'amplification de la dette sociale et fiscale.

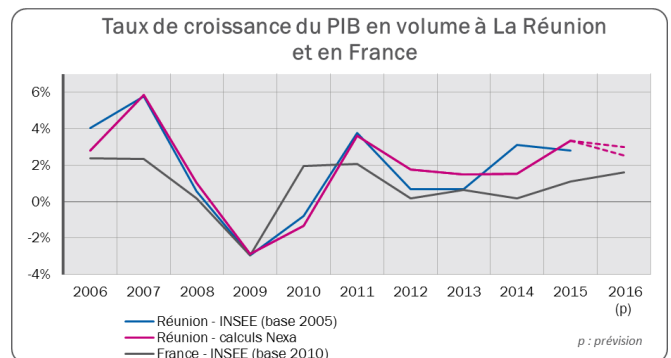
Celle-ci détenue auprès des différents organismes (CGSS, CRR, DRFiP, Pôle Emploi et RSI) ne cesse d'augmenter. A fin mars, le passif s'élève à 1,278 milliards d'euros, en hausse de 4,7% par rapport au trimestre précédent et de 8% en une année. Si le RSI concentre près de la moitié du montant dû, la CGSS compte jusqu'à 10 910 débiteurs.

Le climat des affaires calculé par l'IEDOM, en repli sur deux trimestres consécutifs, traduit un début d'inquiétude chez les entreprises réunionnaises, qui n'est pas réellement conforté dans les statistiques. Ce phénomène n'est pas reproduit en Métropole, où l'indice exprime sa détermination.



Sources : IEDOM, INSEE

Les éléments statistiques les plus récentes nous amène à proposer une estimation de croissance pour 2016 à 3,0% en volume en hypothèse haute. Ce niveau quasi équivalent à 2015, est généré par la consommation finale (+2,6%), l'investissement (+3,9%) et le solde commercial (+0,9%).



Sources : INSEE, Cerom, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des comptes définitifs jusqu'à 2011 (base 2005), des comptes rapides CEROM (INSEE-IEDOM-AFD) et de modélisations économétriques reposant sur des indicateurs économiques (avec déflateur IPC).

◆ La consommation accélère

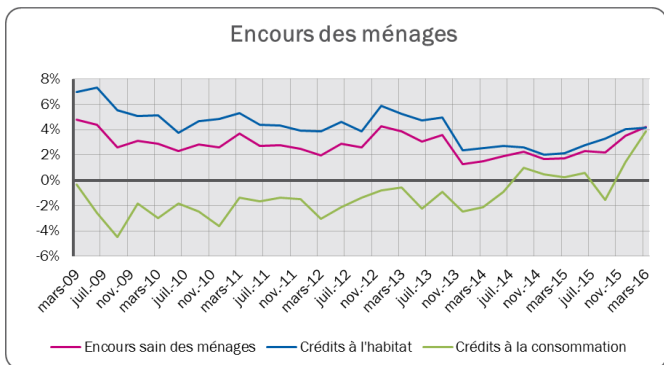
La consommation reste le premier vecteur de croissance au premier trimestre 2016. Favorisée par un faible coût de financement, les encours de crédits à la consommation des ménages augmentent de 4% sur un an pour atteindre 1 622,5 M€. Au total, l'encours sain des ménages auprès du secteur bancaire représente 7 502 M€ au premier trimestre 2016.

Sommaire :

La tendance macro-économique
La perception sectorielle
Les événements marquants récents
Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

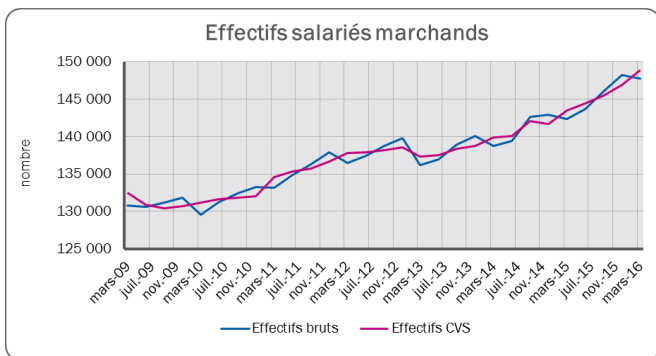
Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re



Source : IEDOM

Le pouvoir d'achat croissant se reflète indirectement dans les bonnes statistiques de vulnérabilité des ménages : diminution des impayés sur effet et des retraits de cartes bancaires, stabilité des personnes physiques interdites bancaires.

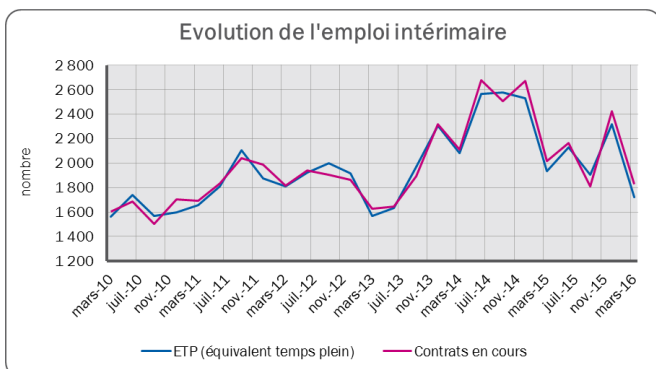
● L'emploi salarié continue son ascension mais peine à ralentir le chômage



Source : ACOSS

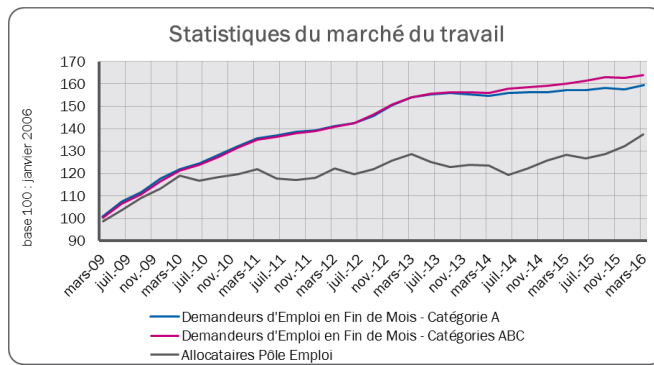
Témoignant de la consolidation économique, l'emploi salarié marchand suit toujours une tendance croissante. En augmentation de 3,7% en glissement annuel, les effectifs s'approchent du seuil des 150 000 salariés à fin mars 2016.

Si tous les secteurs d'activités sont concernés par cette hausse, l'hôtellerie-restauration, l'industrie et le BTP se révèlent les plus dynamiques selon l'ACOSS.



Source : Dares

En revanche, après un rebond momentané en fin d'année, le recours à l'emploi intérimaire s'essouffle au premier trimestre 2016, signalant une possible détente à venir de l'économie. En baisse de 10% sur une année, le nombre des intérimaires revient au niveau de 1 700 Equivalent-temps-plein (ETP) après avoir touché près de 2 600 ETP en septembre 2014.



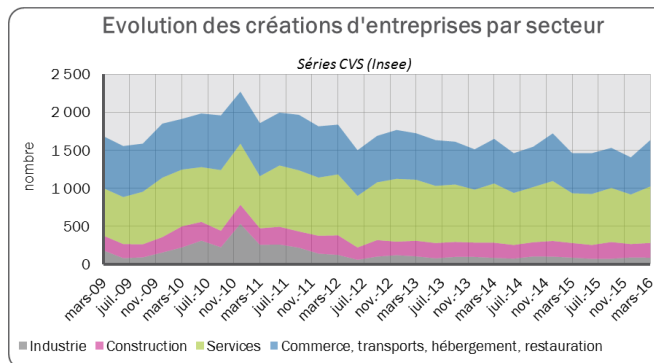
Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

Malgré l'amplification de l'emploi salarié, le nombre de chômeurs se dégrade encore, avec des hausses respectives de 1,5% et 2,5% en un an. Recensés à plus de 137 700 en catégorie A et près de 161 000 en catégorie A-B-C, le nombre des demandeurs d'emplois s'est alourdi de 1,2% pour les premiers et de 0,8% pour les seconds en un trimestre.

Dans le même temps, Pôle Emploi compte près de 67 200 allocataires, dont 63 800 en recherche d'emploi, en progression de 7,1% en rythme annuel.

● L'aspiration à entreprendre se conjugue à une meilleure survie

Près de 1 750 entreprises nouvelles ont été enregistrées au premier trimestre 2016, soit 11,5% de plus comparativement au premier trimestre 2015. En tenant compte de l'effet de saisonnalité, la progression trimestrielle atteint 13%.

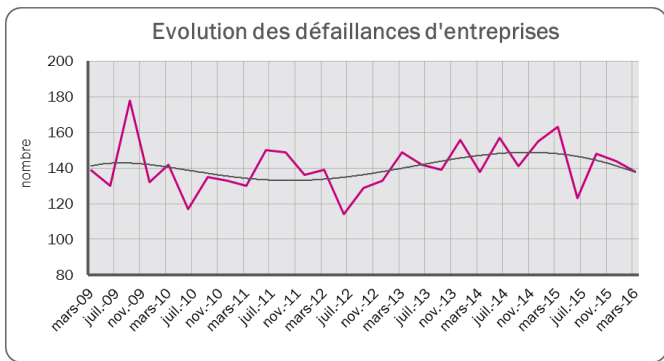


Source : INSEE

Cette embellie concerne essentiellement le secteur des services ainsi que le segment « commerces-transports-hébergement-restauration » (respectivement 13 et 16% en rythme annuel).

En termes de catégorie juridique, la part des auto-entrepreneurs diminue encore : elle représente moins de 18% de l'ensemble des créations. Rappelons à ce titre, les modifications continues, intervenues depuis 2014, qui ont pu dérouter les prétendants à l'auto-entrepreneuriat.

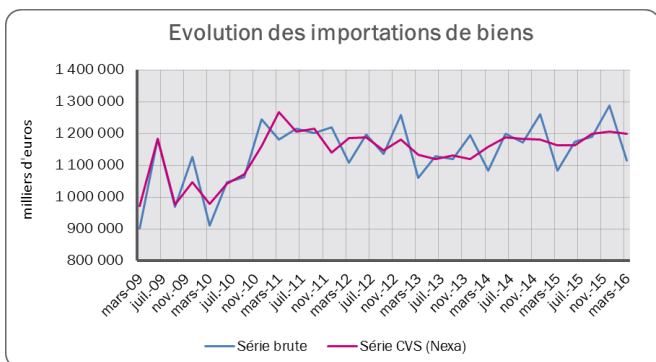
En parallèle, les défaillances (redressements et liquidations judiciaires) reculent au cours du premier trimestre de -4,2% par rapport au précédent. En cumul sur 12 mois, la diminution devient sensible avec une chute de 10%.



Source : INSEE

La balance commerciale profite des exportations

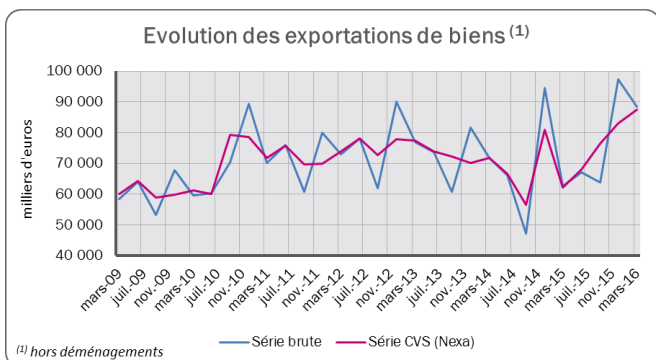
Les **importations** ont représentées près de 1,2 milliards d'euros de biens au premier trimestre, soit 3% de plus par rapport à la valeur constatée au premier trimestre 2015. En quantité, la progression est plus faible à 2% pour 807 000 tonnes importées, signifiant un retournement de tendance dans le coût des marchandises importées.



Source : Douanes

Malgré un retournement cyclique au premier trimestre, **les exportations** réunionnaises enregistrent une hausse en variation annuelle de 41% et de 17% en données cumulées sur 12 mois.

Au total, 88,5 M€ de marchandises ont été expédiés depuis le territoire. Les sucres, suivi par les poissons et crustacés puis les rhums et boissons alcoolisées, qui représentent les premiers postes, enregistrent des taux de croissance singuliers, de respectivement 93%, 40% et 30% en glissement annuel.



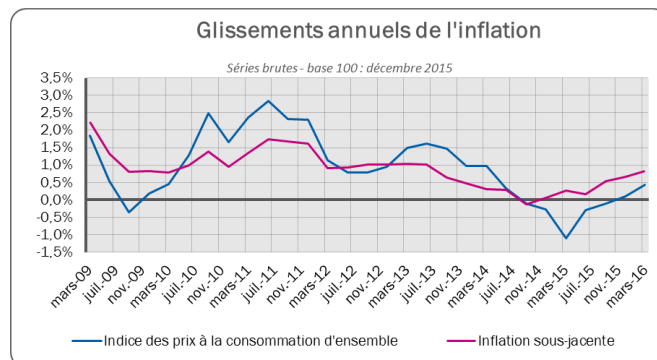
(1) hors déménagements

Source : Douanes

L'inflation se conforme avec la bonne conjoncture économique

Malgré plusieurs baisses successives en rythme mensuel qui ont généré un recul de -0,2% au premier trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent, l'indice général des prix a augmenté de 0,4% en glissement annuel.

Seuls les prix en hausse dans les services et l'alimentation ont alimenté la progression de l'indice. Freinant l'inflation, les prix de l'énergie sont restés orientés à la baisse, dans le sillage des coûts des produits pétroliers. La période des soldes de février et les tarifs minorés pour la basse saison touristique ont également pesé sur la tendance.

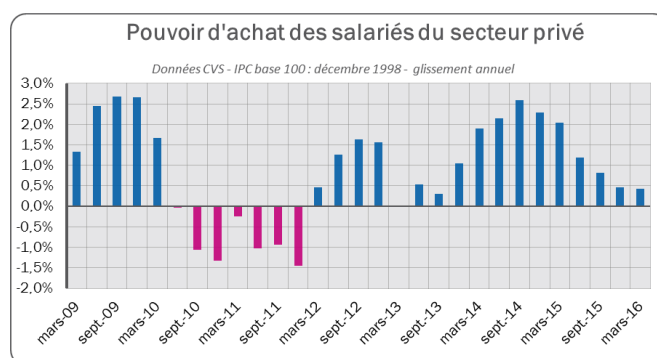


Source : INSEE - calculs Nexa

L'inflation sous-jacente qui écarte les mouvements extrêmes de certaines composantes cycliques de l'indice confirme la reprise tarifaire, avec une tendance fondamentale en hausse de 0,8% par rapport au premier trimestre 2015.

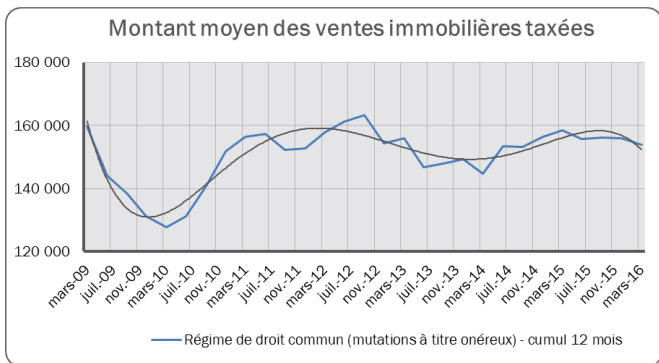
Loin du seuil de 2% surveillé par la banque centrale pour assurer la stabilité des prix, ces niveaux figurent encore une relative fragilité de la croissance économique.

Inférieure à la hausse des salaires du secteur privé à La Réunion, cette faiblesse entretient un pouvoir d'achat positif. Le différentiel, de 0,4 point, se réduit toutefois depuis 18 mois.



Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

Ne figurant pas dans l'indice des prix, le montant moyen des transactions immobilières s'érodent de 1,4% au premier trimestre 2016 à 153 900 €. La baisse de la valeur moyenne des actifs immobiliers peut s'expliquer par des arrivées successives sur le marché de biens en fin de défiscalisation.

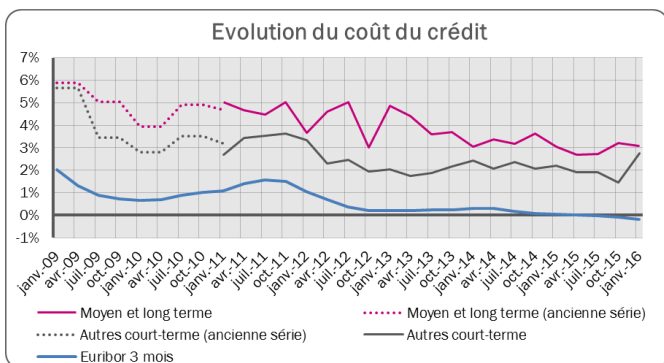


Source : CGEDD/MEDOC

Les investissements locaux ralentissent et privilégient l'immobilier

Les conditions financières d'emprunt à La Réunion bénéficient des effets de la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale Européenne. La politique des taux négatifs appliquée par l'institut avantage les investisseurs pour une réduction de leurs charges financières.

Les taux moyens pondérés constatés pour les octrois de prêts aux entreprises réunionnaises ont sensiblement diminué en début d'année.



Source : IEDOM

Malgré des paramètres de financement favorables, les entreprises privilégient la prudence. Les encours de crédits des entreprises ont nettement ralenti ce trimestre, passant d'un taux de croissance annuel de 3,9% à 1,8% pour les crédits dédiés à l'investissement

Les tendances sectorielles

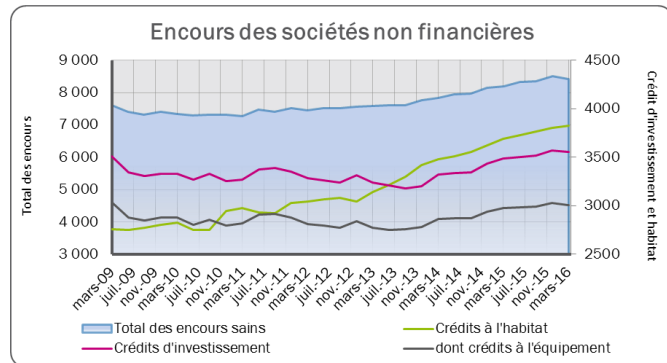
Au-delà de l'appréhension macro-économique plutôt satisfaisante au cours des trois premiers mois de 2016, les données sectorielles font apparaître des divergences et des changements de relais entre les différents secteurs de l'économie réunionnaise.

Les transports aux frontières exploitent l'attractivité du territoire

Le trafic aéroportuaire de passagers, dépendant de la saisonnalité touristique et scolaire, se contracte légèrement de 1,8% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent. Avec plus de 500 000 passagers à l'arrivée et au départ, les aéroports enregistrent un trafic supplémentaire de 1,5% en glissement annuel.

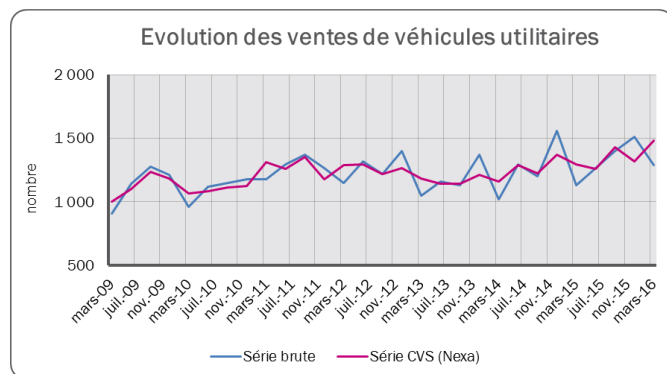
et de 4,7% à 2,7% pour la totalité des encours sains (incluant la trésorerie et l'immobilier).

L'arbitrage en faveur de l'immobilier plutôt que vers l'appareil productif se confirme par un encours à l'habitat en hausse de 3,8% par rapport au premier trimestre 2015.

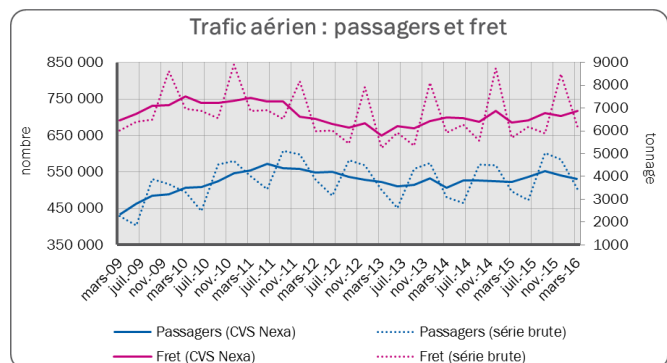


Source : IEDOM

A première vue, les ventes de **véhicules utilitaires** fléchissent au premier trimestre. Cependant, hors effet saisonnier, le stock écoulé de 1 300 véhicules au cours de la période correspond à une augmentation de 12,6% par rapport au trimestre précédent et de 15% en glissement annuel.



Source : SICR - Fichier central des automobiles



Source : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

L'aéroport de Pierrefonds essentiellement mobilisé vers la destination mauricienne, gagne 12% de passagers en plus par rapport au premier trimestre 2015. Par ailleurs, et de manière exceptionnelle en raison de la

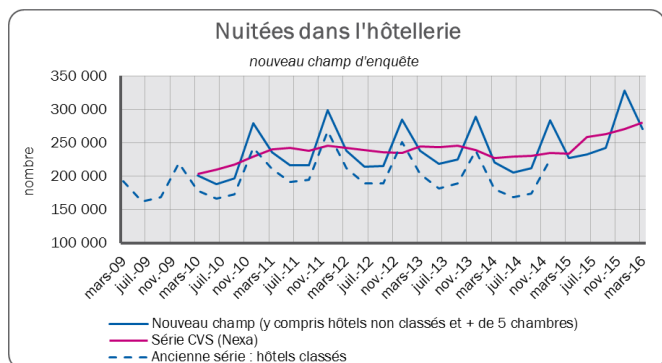
fermeture de la Route du Littoral, la compagnie Air Austral a instauré des navettes aériennes entre les deux aéroports.

Le **trafic maritime** poursuit sa croissance. Le tonnage de marchandises échangées s'inscrit en hausse de 5,1% par rapport au premier trimestre 2015. Portée par le hub régional de CMA-CGM nouvellement inauguré, l'activité de transbordement augmente de 52%. Ce rythme devrait encore s'accroître avec la mise en place des nouveaux portiques « super over panamax » capables de traiter des navires porte-conteneurs de 9 000 EVP, jusqu'à une largeur de 21 rangées.

● Les professionnels du tourisme bénéficient davantage de la clientèle locale

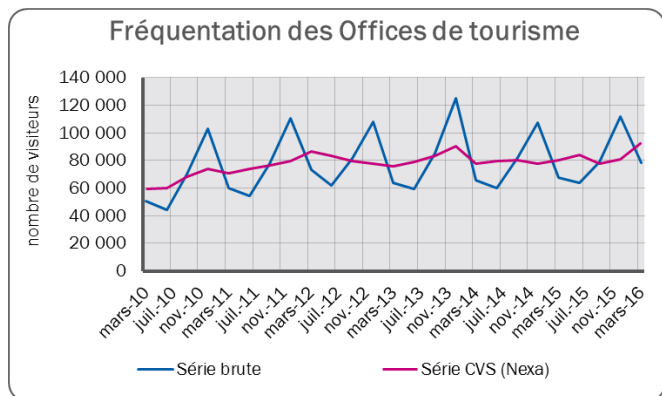
Sur la période de janvier à mars, 94 719 touristes extérieurs ont été comptabilisés par l'institut MTA Consulting pour l'île de La Réunion Tourisme (IRT). Concentré pour quasi moitié sur le premier mois, ce volume repose à 81% sur la clientèle métropolitaine.

Nettement supérieure à la progression des arrivées aériennes, la **fréquentation hôtelière** atteint 271 100 nuitées sur la période, en croissance de 19,3% en un an, principalement orientée vers les hôtels classés. Ce résultat peut s'expliquer par l'élargissement de l'offre, avec un effet attractif sur la clientèle locale. Rappelons que 4 nouveaux hôtels totalisant 300 chambres ont été inaugurés fin 2015 dans le sud et l'ouest.



Source : INSEE – enquête de fréquentation touristique

Sur le territoire, la fréquentation des **offices de tourisme** progresse de 15,5% en accueillant près de 78 400 visiteurs au premier trimestre. Tous les profils sont en progression : locaux, métropolitains et étrangers.



Source : FRT

Les paysages de l'île ont également bénéficié de l'embellie. Les sentiers pédestres des massifs

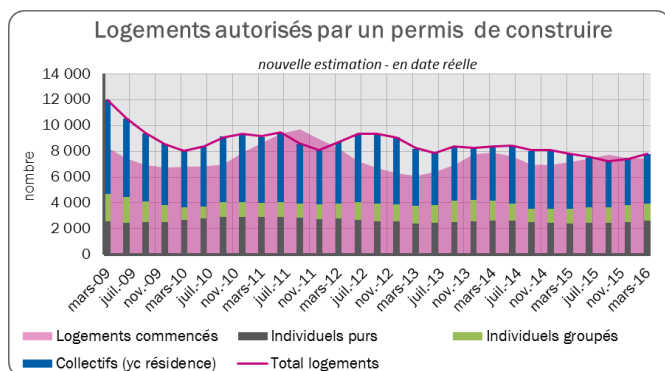
forestiers et les gîtes de montagne ont vu leur fréquentation grimper respectivement de 16% et 13,3% en rythme annuel.

Enfin, l'activité croisière œuvrant sur un marché plus étroit, manifeste une forte progression de 60% par rapport à l'année précédente, avec des paquebots tels que le prestigieux Queen Elizabeth. Au total, près de 17 800 croisiéristes ont débarqué au Port pour des programmes de visites.

● Une divergence structurelle s'installe dans le BTP

L'activité des travaux publics est essentiellement générée par le chantier de la Nouvelle Route du Littoral. Le montant des crédits de paiement se contracte de 10% au premier trimestre mais les dépenses devraient par la suite se renforcer pour atteindre un total de 375 M€ sur l'année.

En matière de constructions publiques, alors que le premier Plan Régional d'Aide aux Communes touche à sa fin, la seconde génération est engagée. Il contribue à maintenir un volume d'activité de 300 M€ sur 6 ans. Par ailleurs, plusieurs opérations d'envergure alimentent les professionnels, tels que les chantiers de réhabilitation de lycées lancés depuis 2015, la réalisation du lycée neuf St Denis Nord (Bois de Nèfles) ou encore le Pôle sanitaire Ouest.



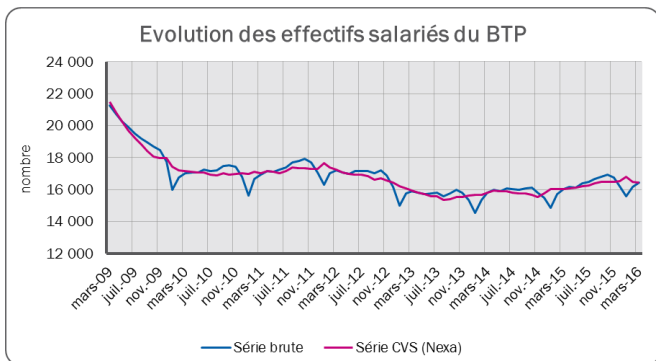
Source : CGEDD - SOEs/Sit@del2

En revanche, la dégradation du secteur logement persiste depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2009 qui a stoppé l'investissement privé. Freiné par des conditions d'instruction de plus en plus contraignantes, le logement social qui a assuré le relais fonctionne au ralenti.

L'annonce de la suppression de l'agrément fiscal préalable aux opérations de logements sociaux Outre-Mer par le gouvernement devrait apporter une bouffée d'oxygène en leur simplifiant les procédures et en accélérant les délais de mises en chantier.

Avec un total de 7 800 logements autorisés et 7 400 commencés en cumul sur 12 mois à fin mars 2016, le secteur demeure très éloigné des niveaux connus en 2008 et surtout du minimum de 8 500 logements nécessaires pour répondre à la demande.

Globalement, le volume de chantiers en cours permet de générer des emplois. Les effectifs du BTP atteignent 16 050 salariés en moyenne au cours du trimestre, en hausse 3,3% sur un an à la même période.

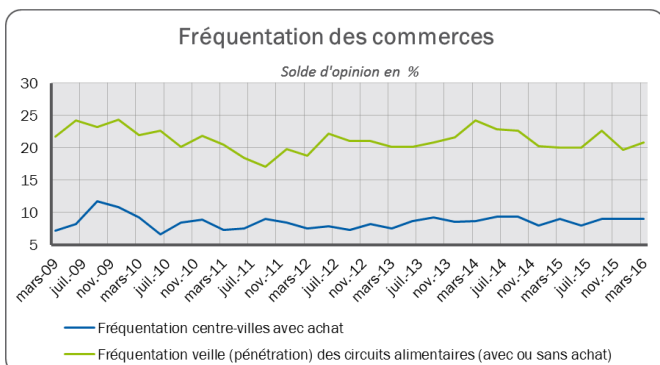


Source : CCP BTP

Les commerces confortés par la demande

La période des soldes d'été en février/mars a entretenu la fréquentation des centres-villes pour la clientèle à la recherche de bonnes affaires. Les opinions des ménages sont positives à près de 10% sur le premier trimestre.

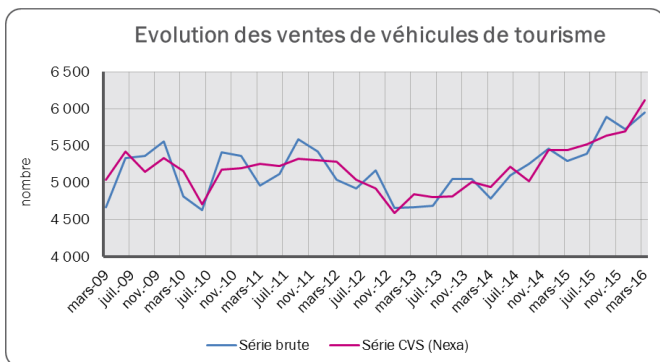
L'attractivité des grandes et moyennes surfaces, généralement ralentie après les fêtes, reprend également avec 21% de soldes positifs et avec une augmentation de 3,9% en un an des ventes de produits de grande consommation.



Source : IPSOS

Le secteur pourra compter l'année prochaine sur le nouveau centre commercial de Beauséjour dont la première pierre a été posée en mars. 4000 m² de surface ont été lancés sous l'enseigne Leader Price, dont 1000 m² réservés au supermarché.

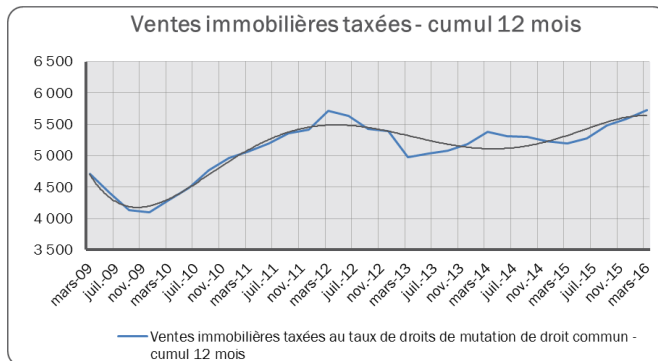
Le secteur automobile affiche une santé éclatante. La progression des ventes de plus de 10% en rythme annuel confirme l'attachement des réunionnais pour la voiture. Les concessionnaires ont écoulé près de 6 000 véhicules de tourisme au premier trimestre 2016. Ce niveau représente un des meilleurs chiffres trimestriels depuis 10 ans.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

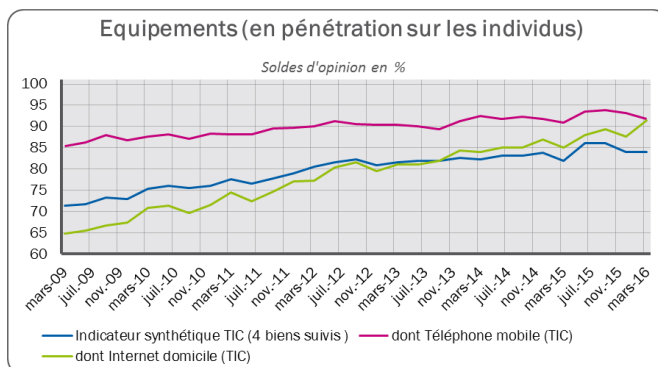
Les services immobiliers accélèrent

La revente de produits immobiliers arrivés en fin de défiscalisation, issus de la période faste des années 2005-2008, semble soutenir une offre abondante sur le marché de l'ancien. Avec un volume élevé de plus de 5 700 **transactions immobilières** enregistrées, le marché accélère une croissance de 2,7% au cours du trimestre et de 10,3% en un an.



Source : CGEDD-MEDOC

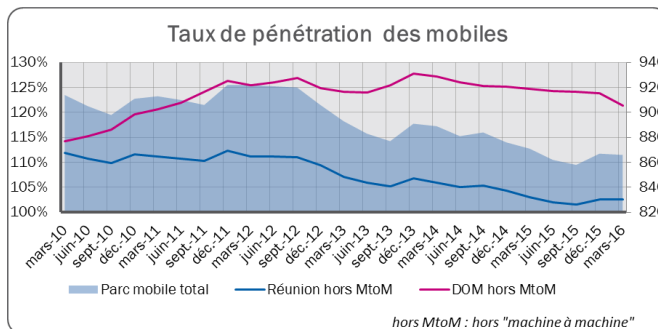
La filière numérique continue son extension



Source : IPSOS

Le déploiement des réseaux **très haut débit** (THD) en fibre optique occupe toujours les trois opérateurs du secteur : SFR, Orange et ZEOP. Avec plus de 36 000 foyers éligibles aux offres sur 18 communes, une accélération du rythme a été constatée ces derniers mois. Les 6 communes non couvertes par les investissements privés sont prises en charge par la Région.

Bousculant le paysage des opérateurs de **téléphonie mobile**, le groupe Free qui a mis un pied sur le territoire via le groupe malgache Telco OI (Axian, ex-Hiridjee), a commencé à dévoiler sa stratégie en présentant sa candidature à la 4G et en promettant des offres attractives, sur son modèle métropolitain.



Source : ARCEP

Les évènements marquants récents

Janvier

Marketing territorial

Les entreprises Dak Industries, Daxium OI, et le Groupe Fages, accompagnées par Nexa, ont été mises à l'honneur au sommet mondial des énergies renouvelables, le « World Future Energy Summit » (WFES) à Abu Dhabi.

Economie sociale et solidaire

Le projet réunionnais Ecopal a été retenu lors de l'appel à projets national pour le développement des **pôles territoriaux de coopération économique** (PTCE). Porté par l'association Initiative OI, il regroupe une entreprise de recyclage (AC2V), une association spécialisée en fabrication de mobilier en palettes (Les Palettes de Marguerites) et un organisme de formation (EPI).

Artisanat

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Réunion (CMAR) a lancé un nouvel outil répertoriant les artisans sur internet. Grâce au portail www.mon-artisan.re, 14 500 professionnels sont désormais facilement accessibles, avec un accent porté sur les labels Qualité Référence ou Excellence.

La **boutique sous douane** « Artisanat de La Réunion » a été ouverte à l'Aéroport Roland Garros. Installée en zone d'embarquement, elle commercialise les produits locaux issus de 5 filières locales.

Infrastructure maritime

Le Grand Port Maritime de la Réunion (GPMR) a inauguré ses nouvelles capacités portuaires et se positionne en tant que « **Hub de transbordement** » de la zone Océan Indien. Les travaux d'extension et de modernisation faisaient suite au protocole d'accord signé avec le président Hollande en août 2014 et la compagnie maritime CMA-CGM.

Février

Filière Sucre

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam par la Commission Européenne limite les exportations de **sucre spéciaux du Vietnam** à 400 tonnes annuelles, en lieu et place du quota de 20.000 tonnes. Il permet au sucre réunionnais non taxé, de rester compétitif sur ce secteur.

Remaniement ministériel

A l'issue de remaniement ministériel, la députée réunionnaise Ericka Bareigts a été nommée **secrétaire d'Etat chargée de l'égalité réelle**, auprès du Premier ministre. Elle devient, après Margie Sudre, Secrétaire d'Etat à la Francophonie en 1995, la deuxième personnalité politique féminine de l'île à accéder à une fonction gouvernementale.

Entreprises

Le **Code de l'entreprise en Outre-mer** a été proposé par l'ACCIOM (Association des CCI d'Outre-mer) au

Ministère des Outre-mer. L'ouvrage rassemble toutes les dispositions réglementaires et spécificités normatives s'appliquant aux entreprises d'outre-mer.

Industries culturelles

La **Cité des Arts** a été inaugurée à Saint Denis. L'équipement, installé sur 2 hectares et défini comme un nouveau « phare culturel » de l'île, se positionne autour de 4 axes : la pluridisciplinarité, la polyvalence, la démocratisation et le rayonnement du territoire.

Réseaux sociaux

La première assemblée générale de **Social Media**, association des professionnels des réseaux sociaux de La Réunion, a réuni une vingtaine de membres. Ceux-ci prévoient en 2016 des ateliers de sensibilisation pour les entreprises et le grand public, un référentiel de formations, un livre blanc et une charte de bonnes pratiques.

Coopération régionale

Le 31ème **Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien** (COI) s'est déroulé à La Réunion sous la nouvelle présidence d'André Vallini, secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie. Les priorités ont été données aux enjeux liés à la sécurité, telles que la lutte contre le terrorisme ou la piraterie, au tourisme, à la connectivité aérienne et au climat.

Mars

Coopération régionale

Une délégation de 26 entreprises réunionnaises s'est rendue aux **Rencontres Seychelles-Réunion** du Développement durable, organisées par le Club Export et soutenues par la Région Réunion. Des échanges bilatéraux entre les acteurs des deux îles se sont tenus lors d'ateliers sur les problématiques de l'énergie, de l'eau, des déchets ou encore de l'éco-tourisme.

Entreprendre au féminin

A l'occasion de la journée internationale de la femme, l'association « Entreprendre au féminin Océan Indien Réunion » (EFOIR) a fêté ses 10 ans. Le **prix Julie Mas**, qui récompense des projets de création d'entreprises portés par des femmes, a été décerné à Julie Bolletot-Naguin de la société EGERI.

Financement des entreprises

Le Préfet de La Réunion, Dominique Sorain, a présenté les **aides de l'Etat dédiées aux entreprises** en 2016 afin d'encourager l'entrepreneuriat local. Sont prévus 422 millions d'euros de dépenses d'intervention dans l'économie et 288 millions d'euros de défiscalisation.

Formation

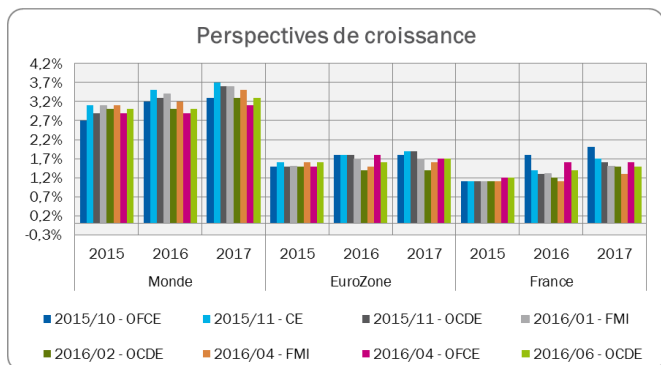
Dans le cadre du **plan 500 000 formations**, le gouvernement a alloué à La Réunion un budget de près de 20 M€ qui s'ajoute aux 100 M€ déjà prévus par la Région. La convention signée entre l'Etat, la Région et les partenaires sociaux permettra de proposer plus de 6 615 formations supplémentaires à destination des demandeurs d'emplois en 2016.

Les perspectives à court et moyen terme

La scène internationale et européenne

La Banque Mondiale a émis de nouvelles inquiétudes sur la croissance mondiale, en ramenant sa prévision à 2,4% pour l'année 2016, au lieu d'un 2,9% initialement prévu. De même, les différents scénarios précédemment développés par les institutions internationales s'éloignent des 3% de croissance, envisagés il y a à peine un an. Entre autre, ils sont relayés par la tendance molle de l'inflation ou de la production industrielle.

Focalisant leurs révisions sous le prétexte de la baisse des cours des matières premières (pétrole, minerais...) qui réduit les revenus des pays exportateurs, pour la plupart en développement, les institutions obèrent surtout l'anémie de la demande mondiale. Celle-ci impacte notamment la croissance chinoise qui n'a toujours pas trouvé l'alternative sur son marché intérieur. Côté américain, la Federal Reserve temporise une hausse de ses taux directeurs qui viendrait freiner une croissance en perte de vitesse alors que l'appréciation du dollar pèse déjà sur les exportations.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

En Europe, le vote des Britanniques en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union - « Brexit » - est venu renchérir le sentiment d'inquiétude sur la croissance européenne et mondiale;

Un second risque concerne davantage les marchés financiers qui dans ce contexte d'incertitude accru va encore accentuer la volatilité des cours.

Le Brexit pose à la Communauté européenne un double défi :

- celui de bien gérer cette sortie, afin de ne pas fragiliser une croissance européenne molle, et donc faire au mieux de la préservation des échanges entre les parties ;
- celui de ne pas faire non plus trop de concessions au Royaume-Uni, car si les avantages au Brexit sont trop importants par rapport aux contreparties, alors il existe un risque de contagion pour d'autres pays de la communauté européenne.

Nous devons garder toutefois en mémoire que le Royaume-Uni n'a jamais vraiment cru dans la construction européenne. Il n'a cessé tout au long des processus d'intégrations, de négocier un statut

particulier, se résumant à une posture surtout intéressée par l'accès à un grand marché unique, limitant les solidarités au strict nécessaire.

Il est en tout cas évident que, comme dans de nombreux référendums, les peuples ont de plus en plus de mal à comprendre comment la construction européenne répond à leurs inquiétudes et leurs attentes dans une mondialisation qui accélère les remises en causes, fragilise les classes moyennes et la croyance dans l'avenir.

Entre les gagnants du grand marché, et les nombreux laissés pour compte des politiques libérales et d'austérité, tout porte à croire que le lien a été brisé entre l'Union Européenne et une grande partie de sa population.

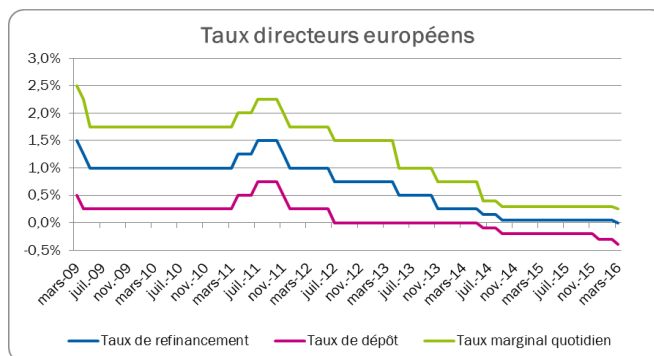
Ce Brexit retentit donc comme un moment historique où il convient de faire un point sur l'état de la construction européenne. Il faut transformer cet événement en opportunité afin de redéfinir le grand dessein Européen

Il sonne comme un signal pour accélérer l'intégration européenne, avec des règles communes en matière fiscale, sociale et financière, et enfin pourquoi pas, penser à une structuration fédérale si nécessaire, à cercle restreint dans un premier temps, permettant de compenser les différentiels de compétitivité entre membres, permettant une intégration indispensable pour les pays partageant une même monnaie : l'Euro.

La politique ultra-accommodante européenne

En juin, la BCE démarre son nouveau Programme de rachats dans le secteur d'entreprise, venant compléter le « Quantitative Easing » de sa politique monétaire ultra-accommodante. Ce nouveau dispositif s'intègre dans un volume global d'interventions mensuelles de 80 milliards d'euros. L'établissement s'attaque ici directement à la dette des entreprises privées auprès des banques, suivant la même logique que le rachat des dettes publiques.

En parallèle à ces mesures, les taux directeurs de la BCE sont restés inchangés à des niveaux exceptionnellement faibles, censés inciter les banques à prêter davantage.



Source : Banque Centrale Européenne